

LE NOUVEL ATELIER DU MONDE

CHINE : Le nouvel atelier du monde ?

Rouge n° 2095, 20/01/2005

Difficile de consulter des revues ou des hebdomadaires - de « The Economist » à « Der Spiegel » - sans qu'apparaisse « le monstre économique chinois ». L'annonce des jeux Olympiques de 2008 n'explique pas tout. Charles-André Udry, dans un dossier publié dans le journal suisse « La Brèche », dont nous reproduisons ici de larges extraits, apporte des éclaircissements.

L'intégration accentuée de l'économie chinoise à l'économie capitaliste mondiale constitue un élément majeur de sa configuration à venir. L'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en novembre 2001, après quinze ans de négociations, signalait avec éclat le changement. [...] Le régime présent d'accumulation capitaliste - qui s'impose brutalement - la conduit logiquement à s'intégrer dans la nouvelle division internationale du travail.

Jetons un regard sur l'essor et la répartition géographique des investissements directs à l'étranger (IDE). Ils sont effectués par les détenteurs de capitaux dans des entreprises de biens et de services : soit pour les créer, soit pour y prendre une participation, soit pour effectuer une fusion avec un autre grand «acteur». Ces IDE donnent une certaine photographie de la réorganisation du capitalisme international.

Pour la période 2000-2002, les IDE entrants (qui entrent dans les pays) sont les suivants pour quelques pays, en milliards de dollars américains : États-Unis : 162,7 (17 % du total mondial) ; Allemagne : 91,7 (9,6 %) ; France : 50 (5,2 %) ; Chine : 46,9 (4,9 %) ; HongKong (porte de la Chine) : 33,1 (3,5 %) ; Brésil (le géant de l'Amérique latine) : 23,9 (2,9 %).

En 2003, les États-Unis totalisent des IDE entrants à hauteur de 86,6 milliards (13,3 % du total mondial) ; l'Allemagne : 36,3 milliards (5,6 %), la France : 36,4 milliards (5,6 %), la Chine : 57 milliards (8,7 %) ; HongKong : 14,3 milliards (2,2 %) ; le Brésil : 9,1 milliards (1,4 %). [...]

Accéder au marché chinois

L'accès au marché chinois (y vendre) est un facteur significatif pour les firmes qui y investissent. Mais elles s'y implantent de même dans le cadre d'opérations de montage de filières mondialisées de production de biens et de services et d'exportations vers d'autres filiales. Ces IDE s'intègrent donc dans la chaîne productive et de captation de plus-value mondialisée des transnationales.

Depuis la moitié des années 1990, les IDE en Chine ont une forte caractéristique de lancement de projets industriels nouveaux, soit propres, soit le plus souvent en joint-ventures (une firme transnationale et une firme encore sous « contrôle étatique » ou privée). Cela est assez différent du processus qui s'est développé au Brésil ou en Argentine, où des secteurs entiers ont été acquis à l'occasion des privatisations de grands secteurs publics.

Cette caractéristique explique, en partie, l'essor des exportations chinoises. Stephen Roach, l'économiste de la grande banque d'affaires américaine Morgan Stanley - qui organise investissements ainsi qu'achats et fusions de firmes -, indique que presque 65% des exportations chinoises, qui ont triplé au cours de la dernière décennie, sont composées de biens issus de la sous-traitance attribuée à des filiales de transnationales (des maillons de la chaîne de production) et à des joint-ventures.

La pente ascendante des exportations est raide : 121 milliards de dollars en 1994 et 365 milliards à la mi-2003. Si, pour mesurer la croissance des exportations de marchandises, l'on prend comme référence l'indice 1 en 1970, la Chine atteint 141,1 en 2002 et l'Inde 21,4, ce qui

indique l'intégration relative de ces deux pays dans l'économie capitaliste internationale. La Chine se situe actuellement à la quatrième place dans le commerce mondial, en ayant passé de 1 % du volume mondial en 1980 à 5% en 2003. L'essentiel des exportations est formé de produits manufacturés.

Le niveau élevé de la croissance du PIB chinois et sa durée frappent les esprits. La production industrielle a augmenté de 16 % en 2003, malgré l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère (Sras), contre 13 % en 2002. Le taux de croissance du PIB tourne autour des 7 % à 9 %. [...]

Un enchaînement de décisions et de transformations socioéconomiques a abouti à modifier les modalités du contrôle du surproduit de la société chinoise, créé par les travailleurs et les paysans, et accaparé auparavant aussi, par la caste dominante. Comme l'écrivait Trotsky en 1940, ceux qui « possèdent le surproduit sont maîtres de la situation », de l'État et « des clefs de l'Église » (le PCC). Ils modifient donc la forme et les instruments (propriété privée) de ce contrôle du surproduit, se réorganisent comme classe dominante avec ses élites dirigeantes et s'associent au capital impérialiste pour tirer bénéfice « du nouvel atelier du monde ».

La « corruption » n'est qu'un des moyens - commun au travers de l'histoire du capitalisme - d'accumuler des capitaux pour tenter d'entrer dans les mécanismes plus traditionnels de captation de la plus-value.

Un prolétariat réorganisé

Pour appréhender le processus en cours, il est utile d'avoir à l'esprit un ratio. Sur les quelque 740 millions de travailleurs et travailleuses adultes vivant en Chine, donc en état d'être exploités, la population vivant à la campagne - faisant face à une pauvreté implacable et sans protection sociale - ainsi que celle liée aux activités des zones rurales s'élèvent à 490 millions. L'écart des revenus entre ces deux composantes - rurale et urbaine - de la société ne cesse de croître. Voilà un des éléments constitutifs de cette gigantesque armée de réserve industrielle qui permet d'exercer une exploitation brutale. [...]

Un quadruple processus, à gros traits, est à l'œuvre dans la soumission du travail à l'exploitation du nouveau capital chinois et impérialiste.

1. Des masses de jeunes travailleuses - entre 17 et 24 ans, car après « elles sont usées et ne sont plus contrôlables aussi aisément » - fournissent cette force de travail qui permet à des entreprises installées dans une ville comme Dongguan - ville côtière qui, pour s'étendre, a dû, comme en Hollande, gagner du terrain sur la mer - de produire à des « prix compétitifs » des chaussures pour le marché mondial. Les salaires - quand ils sont distribués - sont inférieurs à ceux obtenus au Mexique, dans la zone frontalière avec les États-Unis. La majorité de ces femmes vient de la campagne. Ce sont des migrantes [voir encadré ci-dessus], soumises à toutes les contraintes possibles en termes de chantage pouvant s'exercer à partir de l'endettement qu'elles ont contracté pour obtenir un permis et se payer le déplacement, de confiscation par la direction des papiers, de salaires pas versés. Le taux d'exploitation est maximal : durée du travail (douze heures et plus par jour) ; intensité du travail ; salaires souvent inférieurs au dérisoire salaire minimum. [...]

2. Des secteurs de travailleurs des anciens centres industriels - où existent de nombreuses usines d'État - sont soumis à des licenciements massifs. Ils composent un ensemble de chômeurs, dont l'ampleur ne se retrouve pas dans la statistique officielle. Ils sont projetés dans la pauvreté. Dans une étude sur les privatisations à Shenyang, dans l'ancien Nord industriel, Antoine Kernén constate : « Plus de 70 % des nouveaux pauvres urbains sont d'anciens employés du secteur étatique, employés en congé, à la retraite ou en préretraite...

Indirectement, les enfants sont aussi touchés par la crise [mise en faillite] des entreprises d'État. Il n'est pas rare aujourd'hui que des parents n'arrivent plus à payer les frais de scolarité qui ne cessent d'augmenter. » La concurrence entre ces salariés, les migrants, ceux et celles

qui quittent la campagne, est exacerbée et est accrue par des politiques différentes à l'échelle des provinces.

3. Des bataillons de paysans subissent de plein fouet le démantèlement de leur accès à la terre. Il est courant qu'ils soient expropriés par les administrations qui ne leur versent qu'un montant dérisoire. Légalement, la somme devrait être l'équivalent de seize années de revenus des récoltes. Mais la loi est faite pour être contournée. Ces terres sont revendues, avec une « plus-value » substantielle, à des opérateurs immobiliers, à des entrepreneurs de travaux publics, à des entreprises nouvellement installées. Le régime vient de décider de lever les entraves à la commercialisation des terres agricoles, ce qui va accentuer l'expulsion des paysans de la terre. Il faut avoir à l'esprit que l'agriculture chinoise, souvent très intensive, a façonné une main-d'œuvre particulière, disciplinée (par le régime autoritaire aussi) ; une main-d'œuvre proto-industrielle en quelque sorte. Il y a là un réservoir pour les travailleurs et travailleuses, exigé par le boom industriel et immobilier ainsi que par la demande des nouvelles entreprises s'installant « loin » des côtes. La concurrence du soja brésilien et d'autres produits agricoles - étant donné les accords passés avec le Brésil et l'adhésion à l'OMC - va aussi déraciner et paupériser des masses de paysans. Business Week (4 octobre 2004) souligne que la Chine consomme 40 millions de tonnes de soja et n'en produit que 16 millions ; et qu'elle n'a ni l'eau ni la terre pour en produire plus. Une aubaine pour l'agro-exportation capitaliste brésilienne.

4. Une tendance à monter dans les filières de production s'affirme depuis un certain temps : photocopieuses, appareils photo, ordinateurs et même automobiles, avec la possibilité de mettre sur le marché des véhicules hybrides afin d'économiser l'essence et contrecarrer la terrifiante pollution. Mais le déficit commercial dans le secteur des hautes technologies ne cesse de se creuser. Logitech, l'entreprise helvético-américaine, vend sa souris Wanda (sans fil) 40 dollars aux États-Unis ; l'entreprise chinoise n'obtient que trois dollars pour les salaires, l'électricité, le transport et les autres frais. Ces secteurs reposent donc, pour l'heure, sur une exploitation féroce de la main-d'œuvre, bien plus que sur une « assimilation » des technologies. En conclusion : « l'atelier du monde » va certainement servir - et le fait déjà - d'indicateur de la ligne d'étiage vers le bas, dans le processus de mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale, par le biais des échanges au sein des zones de libre-échange et des filières productives transnationales.

Charles-André Udry